



ARRETE DU MAIRE N° A2024-127

OBJET : prescription de la procédure de modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cranves-Sales

2.1. Documents d'urbanisme

Le Maire de la commune de Cranves-Sales,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-36 et suivants, relatifs à la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme,

VU les délibérations du conseil municipal en date du 15/12/2014 ayant approuvé le PLU de la commune de Cranves-Sales, en date du 13/04/2015 ayant approuvé la modification simplifiée n°1, en date du 17/10/2016 ayant approuvé la modification n° 1, en date du 04/06/2018 ayant approuvé la modification simplifiée n°2, en date du 26/11/2018 ayant approuvé la modification simplifiée n°3, en date du 23/09/2019 ayant approuvé la modification n° 2 et en date du 23/02/2022 ayant approuvé la modification n° 3 du PLU,

CONSIDERANT la nécessité, afin de faciliter le développement des équipements publics, d'apporter une modification au règlement écrit du PLU consistant à réduire à 1 m minimum le recul des constructions et installations à destination d'équipements publics et d'intérêt collectif en zone UH.

CONSIDERANT que cette modification apportée, n'est pas de nature à :

- changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durables,
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

CONSIDERANT que cette modification peut être mise en œuvre sous la forme simplifiée dans la mesure où elle n'a pas pour effet :

- ni de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction, résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- ni de diminuer ces possibilités de construire ;
- ni de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

ARRETE

Article 1

En application des dispositions des articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme relatifs à la modification du PLU et des articles L153-45 à L153-48 du même code, relatifs à la procédure simplifiée, une procédure de modification simplifiée n°4 du PLU de Cranves-Sales est engagée.

Article 2

Le projet de modification simplifiée n°4 vise à modifier le règlement écrit concernant le recul minimum des constructions et installations à destination d'équipements publics et d'intérêt collectif,

vis-à-vis des limites séparatives (article 7) en zone UH.

Envoyé en préfecture le 19/07/2024

Reçu en préfecture le 19/07/2024

Publié le

ID : 074-217400944-20240718-A2024127-AR

S²LOW

Article 3

Le dossier sera notifié au préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées au code de l'urbanisme, selon les modalités prévues par ces dispositions, avant sa mise à disposition du public.

Article 4

Les modalités de mise à disposition du public seront précisées par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition.

Article 5

A l'issue de cette mise à disposition le maire en présentera le bilan.
Le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations, sera ensuite proposé pour approbation au conseil municipal.

Article 6

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la commune et affiché en Mairie de Cranves-Sales pendant un délai d'un mois, la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 7

Le maire est chargé de l'exécution du présent acte et il informe que cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication (www.telerecours.fr).

Une ampliation sera adressée :

- A la Sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois

Cranves-Sales, le 18 juillet 2024

Le Maire,



Bernard BOCCARD



Le Maire Bernard BOCCARD certifie le caractère exécutoire de l'acte par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité :

Télétransmission sous-préfecture le 19.07.2024

Notification ou publication sur le site internet de la commune le 19 07 2024

Par délégation,

Sandrine Girard-Noël

Secrétariat général